

**COLLOQUE À ANGERS, LES MARDI 10 ET MERCREDI 11 JUILLET 2012,**

Organisé par

La Société Française d'Economie Rurale,  
Le LARESS, Ecole Supérieure d'Agriculture, PRES LUNAM,  
Le LER: Laboratoire d'Études Rurales, Lyon II,  
Le Réseau Thématique "Sociologie des élites" de l'Association Française de sociologie.

**Quels responsables / entrepreneurs / leaders agricoles et ruraux  
Pour quel développement local ?**

Le présent appel à communiquer se donne pour but d'inviter au débat les chercheurs en sciences sociales intéressés à l'observation des acteurs dont les initiatives, le pilotage et la coordination d'actions locales contribuent au développement agricole et rural. Les figures du notable, intermédiaire obligé entre les sociétés paysannes et la société englobante, caractéristiques du 19<sup>e</sup> siècle, ou celles des propagateurs du progrès technique et du développement économique de l'agriculture encadré par le syndicalisme au 20<sup>e</sup> siècle sont-elles toujours d'actualité ou en voie de recomposition ? Voit-on apparaître de nouveaux acteurs du développement local ?

Malgré la faiblesse numérique de leur population, les territoires ruraux, aux dynamiques démographiques et économiques contrastées et dans une relation de dépendance plus ou moins fortes aux impulsions urbaines, sont confrontés à la nécessité de leur propre dynamisation et organisation, en prenant en compte l'impact local des politiques sectorielles, les capacités d'actions collectives de groupes sociaux présents sur le territoire, l'affirmation collective de biens communs locaux, etc. La question des leaders ou « élites » offre en effet l'intérêt de sortir la question du développement rural de l'opposition factice villes-campagnes, les notables ruraux poursuivant la pratique, héritée des siècles précédents, de la double, voire de la triple résidence : entre « château », capitale provinciale et séjours à Paris, ils sont à la fois de la ville et de la campagne et cumulent fréquemment des appartenances locales ou régionales multiples.

La régulation des échanges sociaux peut être dominée par le poids des héritages symboliques, le marché, la redistribution et/ou l'engagement volontaire, révélant l'impact local de l'influence personnelle, du patronage notabiliaire, des rivalités familiales, des oppositions entre clans, mais aussi des entreprises, du système politico-administratif local et des associations. Face aux enjeux de coordination, la diffusion ou la concentration des pouvoirs est toujours un problème à résoudre pour le « bon gouvernement » de ces territoires. On se gardera bien de ne s'intéresser qu'aux fonctions officielles pour prendre en compte la multiplicité des groupes sociaux acteurs à des titres divers de la vie des territoires.

L'enjeu du colloque sera donc de confronter construction des responsables / entrepreneurs / leaders et construction des territoires ruraux, de territorialiser l'analyse du rôle des « élites », en restituant l'épaisseur historique et l'assise sociale des territoires. Les participants seront donc invités à confronter des recherches empiriques sur les modes d'action et d'intervention d'acteurs en situation de représentation de groupes sociaux actifs dans la vie locale et le développement territorial. Le colloque cherchera à répondre à la question suivante : comment étudier le rôle des « entrepreneurs ruraux » dans la fabrication des territoires de proximité, selon quelles modalités d'engagements et d'actions, et pour quels résultats ? Il sera organisé autour des thématiques suivantes.

## A – Les productions agricoles et les activités rurales dans leurs implications territoriales

Les territoires ruraux sont historiquement très liés à l'agriculture. Les changements successifs dans la définition des politiques publiques de soutien à l'agriculture modifient les conditions d'émergence, de développement et de reproduction des responsables agricoles et ruraux tout autant que la demande sociale et politique de prise en compte, par exemple, de la protection de l'environnement et du développement de la biodiversité. Le déclin des « élites » anciennes, les transformations internes aux milieux agricoles, la crise de la représentation agricole, la crise du militantisme agricole, l'élévation du niveau de formation, un nouveau rapport au temps de travail modifient les conditions d'engagement dans les structures de développement agricole. L'agriculture a-t-elle encore une position centrale ou se trouve-t-elle en voie de marginalisation sur ses propres terres et pourquoi ? À l'hypothèse de l'existence d'un groupe professionnel dirigeant agricole, qui pilote son développement sur son territoire, s'oppose la domination de la population agricole par des centres de décision extérieurs participant de sa marginalisation.

Mais les territoires ruraux ne peuvent être réduits à l'agriculture ; le tourisme et la santé peuvent être des secteurs d'activité significatifs, tout comme l'artisanat ou l'industrie sous forme aujourd'hui de Systèmes Productifs Localisés. Dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui, la labellisation sous forme de Pôle d'Excellence Rurale, de Parc Naturel Régional ou de Pays d'Art et d'Histoire révèle l'intervention d'autres groupes sociaux dans leurs capacités entrepreneuriales et organisatrices. De manière plus exceptionnelle, les festivals culturels (cinéma, danses, musiques, théâtres, cirque etc.), les spectacles vivants bénévoles indiquent d'autres formes de mobilisation d'acteurs sociaux et impliquent d'autres responsables / entrepreneurs / leaders. Dans les zones péri-urbaines, les SCoT et des PLU déterminent les politiques de logement par les maîtrises d'ouvrage immobilier.

## B -- Les élus locaux, innovateurs et entrepreneurs sociaux

Il conviendra de repositionner les élus ruraux et les dirigeants professionnels agricoles dans la profondeur historique comme dans les instances de l'urbanité politique par la caractérisation de leurs places dans les communes et intercommunalités, les conseils de développement des pays et des communautés d'agglomération, les conseils généraux et les conseils régionaux. Les grands élus (Sénat, Assemblée Nationale, etc...) se distinguent-ils dans leur contribution au développement local, et comment ? Ont-ils un impact déterminant ? Éventuellement, comment ont-ils surmonté le sentiment d'infériorité généré par leur appartenance rurale ou les aléas de fortune consécutifs à l'effondrement de l'économie locale et à la perte de notabilité ? Comment la médiation exercée aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles par les notables et les élus a-t-elle évolué ?

La créativité des acteurs territoriaux n'est-elle que celle de la société locale et/ou bénéficie-t-elle de la contribution d'acteurs extérieurs au territoire, soit par leurs origines, soit par leurs parcours, leurs carrières ? À l'inverse cette créativité est-elle le fait de l'insertion d'acteurs locaux dans des réseaux et/ou des organisations d'ordre régional, national et/ou international ? Cette créativité est-elle productrice de connaissances ou de références nouvelles ? Les académies et sociétés savantes, les milieux innovateurs révèlent-ils des formes d'organisation spécifique indissociables des notoriétés ainsi construites ou faut-il faire référence à d'autres modèles ?

Les agriculteurs, au niveau d'un certain nombre de leurs groupes locaux, sont des expérimentateurs innovateurs, producteurs de connaissances. Ils peuvent être au cœur de

controverses scientifiques et sociétales à propos du vivant et/ou dans leur rapport au végétal et à l'animal. En quoi cela transforme-t-il leur travail, leur métier, leurs partenariats locaux ?

C -- Les mécanismes sociaux et spatiaux de construction sociale des « élites »

La période contemporaine – 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles – peut-elle se caractériser par une prédominance des mécanismes sociaux de la reproduction sociale ou au contraire par l'émergence de diverses formes de mobilités scolaires et professionnelles ? Il nous faudra réinterroger la figure du notable, héritée du 19<sup>e</sup> siècle, et analyser les éventuels décalages avec celle du responsable agricole de la modernisation agricole d'aujourd'hui. En effet, nous sommes clairement à la fin du cycle du militantisme autodidacte de la modernisation agricole, où une génération a un héritage à transmettre sans héritiers disponibles : la rupture générationnelle est-elle radicale parce que le capital scolaire est essentiel pour la légitimité professionnelle ou des transitions douces se mettent-elles en place ? Quels sont les effets de la mise en compétition des territoires entre eux et quels sont les effets de l'intercommunalité ? Ces deux phénomènes conjoints ne tendent-ils pas à professionnaliser les responsables / entrepreneurs / leaders locaux ?

Quelles sont les places en train de se prendre par de nouveaux groupes sociaux dans le pilotage des territoires ruraux ? Certaines problématiques qui génèrent de nouveaux périmètres (par ex. les bassins versants, les Pays) ouvrent-elles des portes à de nouveaux responsables / entrepreneurs / leaders ruraux ?

O O O

Organisé par des sociologues, ce colloque sollicite explicitement les historiens, les géographes, les économistes et les politistes. Plus largement nous interpellons les chercheurs de l'INRA, du CNRS, des écoles d'ingénieurs agricoles, des universitaires spécialistes ou très impliqués dans le rural, chercheurs des sciences économiques, sociales et humaines, pour contribuer au décryptage des pratiques sociales passées et actuelles des diverses modalités d'action touchant au développement agricole et rural.

Nous sollicitons également les chercheurs d'autres disciplines qui, dans le cas de projets orientés sur d'autres objectifs, auraient pu être associés et/ou confrontés à ces responsables / entrepreneurs / leaders agricoles et ruraux et souhaiteraient faire partager leur expérience. Cet appel à communication est également ouvert aux praticiens du développement local, qui, en restituant des projets dans lesquels ils sont fortement impliqués, pourraient témoigner des spécificités perçues.

### **Échéancier**

Envoi des résumés (2 à 3 pages, Times New Roman 12 points)  
 Acceptation des communications  
 Version complète (50 000 caractères espaces non compris)

14 novembre 2011  
 30 janvier 2012  
 30 avril 2012

François SARRAZIN  
 Pour le comité d'organisation

Bertrand HERVIEU  
 Président du Conseil Scientifique

#### Le comité d'organisation

- Roger LE GUEN,
- Bertille THAREAU,
- Karine DANIEL, responsable du LARESS
- Claude-Isabelle BRELOT, LER Lyon 2

#### Le conseil scientifique

- Annie ANTOINE, Rennes 2, Historienne
- Claude-Isabelle BRELOT, LER Lyon 2, Historienne
- Benoît CARTERON, IPSA UCO, Angers, Ethnologue
- Daniel RICARD, CERAMAC, Clermont-Ferrand, Géographe à désigner
- François COLSON, Agrocampus Ouest Angers, Economiste
- Serge CORDELIER, consultant, sociologue indépendant
- Eric DOIDY, LISTO Dijon, Sociologue
- Annie DUFOUR, ISARA Lyon, Sociologue
- Philippe LACOMBE, INRA, Economiste
- Gilles LAFERTE, CESAER Dijon, Sociologue
- Frédéric LEBARON, CURAPP Amiens, Sociologue, Réseau thématique « Sociologie des élites », AFS
- Christian PIHET, MSH Angers, Géographe
- François PURSEIGLE, ENSA Toulouse, Sociologue
- Jacques REMY, INRA ESR MONA, Sociologue
- Charles SUAUD, CENS Nantes, Sociologue
- Nadine VIVIER, Le Mans, Historienne
- SFER, un représentant à désigner